

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. X.

No. 48.

JEUDI, 27 NOVEMBRE 1879

Prix du numéro, 7 centims.—Annonces, la ligne, 10 centims.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

AVIS PUBLIC

est par le présent donné qu'en vertu de l'acte du Canada concernant les compagnies à fonds social, de 1877, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau du Canada, portant la date du premier jour d'octobre 1874, par lesquelles les actionnaires de la compagnie de lithographie Burland-Desbarats, constituant une corporation existante et valide dûment établie par lettres patentes, portant la date du quatrième jour de novembre 1874, et émises sous l'autorité de l'acte de 1869 concernant les lettres-patentes des compagnies à fonds social, et faisant le commerce de

Gravures, de lithographie, d'imprimerie et de publications,

dans la cité de Montréal—ainsi que tous ceux qui pourraient ci-après devenir actionnaires de la dite compagnie, ont été incorporés, comme corps incorporé et politique, ayant succession perpétuelle et un sceau commun sous le nom de la

Compagnie de lithographie Burland (limitée),

avec tous les droits et pouvoirs conférés par l'acte en premier lieu mentionné, et sujet à toutes les conditions et dispositions du dit acte, et dans le but de faire le commerce de

Gravures, de lithographie, d'impressions et de publication

dans le Canada, avec un fonds total de **DEUX CENTSMILLE PIASTRES**, divisé en deux mille actions de cent piastres chaque.

Daté au bureau du Secrétaire d'État du Canada, ce troisième jour de novembre 1879.

J. C. AIKINS,
Secrétaire d'État.

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est imprimée et publiée tous les jeudis par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND (limitée), à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, ou dans le cours des trois premiers mois, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de six mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

SOMMAIRE

L'un des moyens de sauver la province de Québec, par L.-O. David.—La politique pratique, par A. Gellin.—Nouvelles étrangères.—Cà et là.—Le prix du travail manuel et intellectuel à Paris.—L'héroïsme en soutane.—Le vol au fanôme, par V. Eug. Dick.—Les coiffures des femmes à Paris.—Variétés.—La muette qui parle, par F. du Bolsobey (suite).—Choses et autres.—Le magicien Hermann, par Albert Wolff.—Conseils utiles.—Les échecs.—Le jeu de dames.—Prix du marché de détail de Montréal.

GRAVURES : L'hon. M. Chapleau offrant le chemin de fer du Nord à Sir Charles Tupper; Vues d'Ottawa; Vente des robes de soie; Accident arrivé au gouvernement de Québec; Montréal: Vieux four à chaux sur la ferme Logan; Le retour du pêcheur.

L'UN DES MOYENS DE SAUVER LA PROVINCE DE QUÉBEC

Nous invitons tous ceux qui plaignent leur sort, dans notre pays, les commis, les employés du gouvernement et en général tous ceux qui trouvent leur salaire et leurs revenus trop minimes, à lire l'article que nous reproduisons plus loin relativement au prix du travail manuel ou intellectuel à Paris. Ils y puiseront des consolations et apprendront à se résigner à leur sort. Ils verront qu'il y a à Paris, dans cette cité immense où on peut vivre, il est vrai, à bon marché, mais où les besoins aussi sont si considérables, des milliers de jeunes gens, d'hommes mariés et de pères de familles qui, dans des situations analogues à celles qu'ils occupent ici, n'ont pas le quart de leur salaire ou de leurs revenus.

Quand on songe que des hommes occupant des charges importantes, des officiers, obligés de bien figurer dans le monde, vivent sur des salaires de deux à trois mille francs et que la plupart des commis, des employés de l'administration, n'ont pas 2,000 francs!

Comment vivent-ils? va-t-on dire.

A force d'économie. Mais aussi ceux qui ont voyagé en France savent à quel degré de perfectionnement l'art de l'économie y est rendu. Il y a là de pauvres servantes qui ne gagnent que cent cinquante francs par année avec leur nourriture, et trouvent moyen de mettre de l'argent à la caisse d'épargne tous les ans; des domestiques qui après avoir travaillé sur des fermes, à raison de deux cents francs par année, sont en état de s'acheter, au bout de quelques années, un morceau de terre dont le produit les fait vivre. Mais ces pauvres servantes et ces domestiques ne portent pas comme ici des chapeaux de vingt-cinq à trente francs, ils ne dépensent pas dans une seule journée le salaire d'un mois.

Tout le monde travaille là, tous les membres de la famille contribuent à la prospérité de la maison. Dans de riches magasins, on voit le mari au comptoir et la femme aux livres.

Aussi est-elle riche la France? Y en a-t-il de l'argent partout, dans tous les coins, dans la chaumière de celui qui cultive quelques pieds de terre comme dans le château du noble et dans le palais du riche industriel! Et cette richesse est d'autant plus sûre et plus durable qu'elle est divisée à l'infini, répartie dans des millions de mains.

On se rappelle le spectacle merveilleux que la France offrit au monde entier, quand elle fut obligée, le couteau sur la gorge, de payer les milliards que la Prusse exigeait pour sa rançon. Fut-elle obligée de mendier un emprunt chez les autres

peuples? Non, elle fit appel au patriotisme de ses enfants, et aussitôt d'un bout de la France à l'autre, on s'émut, chacun voulut contribuer au rachat de la patrie; les millions arrivèrent de tous côtés; on aurait pu trouver deux fois le montant demandé.

Les peuples étonnés ne pouvaient en croire leurs yeux et leurs oreilles.

Croit-on que les Français auraient pu trouver en aussi peu de temps les monceaux d'or qu'ils ont jetés à la Prusse, s'ils vivaient et dépensaient comme nous?

Qu'arriverait-il, si tout à coup, pour sauver notre patrie en danger, nous avions besoin d'une somme considérable? Hélas! au lieu de trouver des millions entassés, nous ne trouverions partout que des gens endettés, que des biens grevés d'hypothèques. N'est-il pas vrai que, presque partout dans notre pauvre province, la propriété est aux trois quarts hypothéquée?

Et pourtant ce ne sont pas les moyens de nous enrichir qui nous ont manqué. Il fut un temps où nos terres remplissaient nos greniers de blé; mais la mauvaise culture, l'amour du luxe et du plaisir nous ont empêchés de profiter des richesses de notre pays. Pendant que notre sol s'épuisait, faute de soin, on jetait au quatre vents du ciel ce qu'il rapportait, ou dépensait tout pour s'amuser et s'habiller. Les mauvaises récoltes arrivant, les familles augmentant, l'émigration commençait. Oh! que de terres on aurait pu défricher, que de colons on aurait pu établir avec l'argent employé à acheter des rubans et des boissons, des harnais et des voitures de parade!

Sans doute, la situation commerciale que nous avons occupée vis-à-vis des autres pays, a été un grand obstacle à notre développement matériel, mais avouons que nos goûts et nos habitudes sont une des principales causes de notre infériorité sous le rapport du progrès et de la richesse.

Commençons donc par nous réformer, par contracter des habitudes d'économie, et attendons que les circonstances et le patriotisme de nos hommes d'état nous procurent les avantages dont nous avons besoin pour asseoir notre prospérité commerciale, industrielle et agricole sur des fondements durables.

De nouvelles questions vont surgir, de nouveaux horizons vont s'ouvrir avant longtemps, mais les meilleures lois, les réformes les plus désirables ne serviront de rien, si nous ne commençons pas par nous réformer nous-mêmes.

L.-O. DAVID.

LA POLITIQUE PRATIQUE

Sir Leonard Tilley termine, en ce moment, la tournée d'inspection qu'il a commencée l'été dernier à travers les provinces et qui avait pour but l'étude sur place des institutions financières, commerciales et industrielles du pays. Le ministre des finances a parcouru les principaux centres manufacturiers. Il s'est mis en rapport avec les Chambres de commerce, et il a visité lui-même les fabriques et les usines les plus importantes dans les diverses branches d'industrie. Il a recueilli une masse de renseignements de toutes sortes qui ne peuvent manquer d'être pour lui d'une grande utilité.

C'est un rare exemple d'activité et de

sens pratique que donne M. Tilley. Combien de ses prédécesseurs ont agi comme lui dans des circonstances identiques, ont payé de leurs personnes jusqu'à prendre la peine de descendre ainsi dans les détails pour se rendre compte par eux-mêmes de l'état des affaires!

Lors de la formation du cabinet conservateur, c'est à M. Tilley qu'incombait la part la plus considérable du fardeau dans l'organisation de la politique nouvelle. La tâche importante et lourde de préparer le nouveau tarif, qui devait faire la base principale de cette politique, lui revenait de droit. Ce n'était pas peu de chose.

Le ministre avait à étudier et à consulter les intérêts les plus divers, à démêler la vérité dans les rapports qui venaient de tous côtés, à saisir la note juste parmi tous les sons qui arrivaient à son oreille, et à tirer des éléments confus qui se trouvaient sous sa main un plan de législation présentable et acceptable sinon à tous du moins à la grande majorité. Et le temps pressait. M. Tilley écoutait tout le monde, ne dédaignait aucun des échos nombreux de l'opinion, accueillait les observations et les critiques, et mettait tout le haut tact dont il est doué à découvrir le mot vrai de la situation. Bien qu'il fût au fait plus que qui que ce soit, et peut-être pour cela même, il ne se montrait ni absolu, ni cassant, et savait apprécier les idées et les connaissances d'autrui et en tirer parti pour le bien général. On sait comme son tarif passa. Le moment était solennel. C'était le point culminant de la situation ministérielle.

Le bill connu et adopté, M. Tilley attendit quelques mois, que le régime nouveau eût eu le temps de faire voir ce qu'il pourrait être; puis il voulut juger de l'effet lui-même en le voyant fonctionner sous ses yeux et en l'étudiant sur le vif. Pour cela, il n'a pas hésité à entreprendre une tournée d'observation dans les établissements industriels. Ce mode d'étude, tout pratique et tout d'expérience, vaut infiniment mieux que la plus belle science théorique. Après cette épreuve le ministre des finances saura parfaitement à quoi s'en tenir sur son œuvre, il sera plus à même d'en suivre la marche et d'apporter des modifications s'il y a lieu.

On a fait des parallèles entre M. Tilley et M. Cortwright, son prédécesseur immédiat. Les deux financiers représentent deux systèmes différents, sur le mérite desquels nous n'avons pas à nous prononcer ici. Mais il y a un point tout personnel, que nous pouvons faire remarquer; c'est la différence dans la manière de procéder, chez l'un et chez l'autre, différence qui tient du caractère particulier de l'homme et non celui de la politique. La conduite présente de M. Tilley permet de toucher aisément cette différence, qui se trouve toute entière dans le fait que M. Tilley est un ministre qui reconnaît la supériorité de la pratique sur la théorie, tandis que M. Cartwright dédaignait la pratique pour s'attacher à la théorie et s'y égarer, n'écouter d'ailleurs personne que lui-même, n'admettant d'autres idées que les siennes, c'est-à-dire celles qu'il puisait dans des enseignements tout abstraits et en aucune manière positifs. Or, rien n'est plus dangereux que ce genre d'exclusivisme, surtout dans une pareille matière.

Les doctrines absolues en économie politique, n'existent que dans la théorie. En